



Commune de LAURIS

84360 LAURIS

***Rapport d'orientation
budgétaire
Exercice 2019***

Sommaire

| | |
|--|----|
| 1-CONTEXTE GENERAL..... | 3 |
| 1.1-Un débat obligatoire..... | 3 |
| 1.2-Incidences du projet de loi de finances pour les collectivités | 3 |
| 1.2.1 Situation globale | 3 |
| 1.2.2 Situation de la collectivité..... | 4 |
| 2- BUDGET PRINCIPAL : FONCTIONNEMENT | 5 |
| 2.1- Evolution des recettes de fonctionnement du budget principal..... | 5 |
| 2.1.1 Projection financière..... | 5 |
| 2.1.2 Recettes de fonctionnement | 5 |
| 2.2-Evolution des dépenses de fonctionnement du budget principal..... | 7 |
| 2.2.1 Principales dépenses de fonctionnement..... | 7 |
| 2.2.2 Objectif : maintien du niveau d'autofinancement..... | 9 |
| 3-BUDGET PRINCIPAL : INVESTISSEMENT | 10 |
| 3.1- Endettement..... | 10 |
| 3.2- Programme général | 11 |
| 3.2.1 Etat des restes à réaliser au 31-12-2018..... | 11 |
| 3.2.2 Résultat de clôture de l'exercice 2018..... | 12 |
| 3.2.3 Recettes d'investissement en 2019 | 12 |
| 3.2.4 Dépenses d'investissement 2019..... | 12 |

1-CONTEXTE GENERAL

1.1-Un débat obligatoire

Le rapport d'orientation budgétaire donne désormais lieu à un débat, acté par une délibération spécifique et un vote de l'assemblée. En effet, la loi NOTRe du 7 août 2015, dans son article 107, a complété les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat en modifiant les articles L2312-1, L3312-1, L4312-1, L5211-36 et L5622-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire doit présenter à son organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires (évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses.

1.2-Incidences du projet de loi de finances pour les collectivités

1.2.1 Situation globale

La loi de finances 2019 s'inscrit dans la continuité : elle découle de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, loi qui pose les règles de restriction des dépenses de fonctionnement et les incitations au maintien du niveau d'investissement. Elle présente également la deuxième tranche de baisse de la taxe d'habitation.

La loi de finances 2019 précède le projet de loi sur la réforme de la fiscalité locale prévu courant 2019. Comportant une vingtaine d'articles qui auront un impact sur les finances locales, ce projet ne contient donc pas de modification significative pour les collectivités en matière de finances et de fiscalité locale.

Cela maintient une zone d'incertitude majeure pour les collectivités territoriales, notamment sur l'avenir de la fiscalité directe locale. Au-delà des éléments de conjoncture qui vont contraindre l'action dans les finances des collectivités, une forte incertitude fiscale demeure, et spécialement sur la suppression progressive de la taxe d'habitation.

La loi de finances 2019 présentent essentiellement des mesures correctives à caractère technique :

- Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en hausse
- Les concours financiers de l'Etat en quasi stabilité (DGD, DSIL, DETR)
- Niveau de DGF stabilisé en 2019
- Hausse de la péréquation verticale (DSU-DSR)
- Réforme de la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre

1.2.2 Situation de la collectivité

La structure et l'équilibre du budget principal ont été fortement impactés par la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement depuis 2014.

Pour mémoire, ci-dessous les montants de la DGF perçue par la commune :

- **2014 : 441 209€**
- **2015 : 389 147€**
- **2016 : 330 791€**
- **2017 : 264 314€**
- **2018 : 264 677€**
- **Montant prévisionnel 2019 : 258 915€**

Il convient cependant de noter que même si la DGF est resté à un niveau constant de 2017 à 2018, les Dotation de Solidarité Rurale et Dotation Nationale de Péréquation ont subi une baisse importante entre 2017 et 2018.

Le budget primitif 2017 a été marqué par un changement majeur au niveau de la structuration de dépenses et des recettes de fonctionnement, la commune ayant intégré au 1^{er} janvier 2017 la **Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse**.

Au titre de l'intégration à cette nouvelle intercommunalité, les changements majeurs constatés en 2017 ont été les suivants :

- **Transfert des compétences relatives à la Médiathèque, à l'Office de Tourisme et la Petite Enfance.**
- **Le transfert à LMV de la fiscalité professionnelle par les 5 nouvelles communes est compensé par le versement d'une attribution de compensation. Le montant est la différence entre le coût net annualisé des charges transférées et la somme des produits fiscaux.**
- **Attribution d'un fonds de concours : LMV accompagne les communes membres pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.**

Pour l'exercice budgétaire 2018, le budget a été impacté par les changements suivants :

- **Transfert de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 à la Communauté d'Agglomération Lubéron Monts de Vaucluse**
- **A compter du 1^{er} janvier 2018, la CA Luberon Monts de Vaucluse assume le plein exercice de la compétence Transport et Mobilité.** La communauté d'agglomération intégrera à sa compétence actuelle (réseau C'Mon Bus) l'organisation et la gestion des transports scolaires et des lignes régulières. Le financement de ces réseaux urbains et non urbains se fait par la redevance transport et par le Versement Transport.

Sont soumises au Versement Transport (article L 2333-64 du CGCT) les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui emploient plus de 11 salariés dans le périmètre de l'autorité organisatrice de mobilités.

La commune est donc soumise au versement de cette taxe dont le taux a été fixé 0.55%. Cette dépense constitue une nouvelle dépense de fonctionnement (chapitre 012 – charges de personnel)

- **Intégration du budget de la Caisse des Ecoles dans le budget principal à compter du 1^{er} janvier 2018 :**
ce budget concerne le fonctionnement du restaurant scolaire

Pour l'exercice budgétaire 2019, le budget ne sera pas impacté par des changements majeurs dans la section de fonctionnement, contrairement aux exercices précédents.

Les enveloppes budgétaires pour l'exercice 2019 seront donc constantes.

2- BUDGET PRINCIPAL : FONCTIONNEMENT

2.1- Evolution des recettes de fonctionnement du budget principal

2.1.1 Projection financière

Le contexte économique national invite les collectivités à rester très prudentes dans l'estimation de leurs recettes. Il serait raisonnable d'envisager les prévisions des ressources communales, en prenant comme hypothèse :

- La stabilité des taux d'imposition des contributions directes au niveau communal en 2019. Il est cependant précisé que la commune a procédé sur l'exercice budgétaire 2018 à une augmentation du taux de la taxe d'habitation, le taux communal passant de 12.05% à 15.05%.
- Stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement
- Une baisse accentuée des concours financiers de l'Etat
- Une légère augmentation des produits fiscaux par l'effet de l'augmentation des bases (constructions nouvelles, changement de destination.....)

2.1.2 Recettes de fonctionnement

Etat récapitulatif des recettes de fonctionnement par grandes masses

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|--------------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 97 802 | 115 360 | 168 175 | 64 824 | 40 434 | 51 337 | 45 000 |
| 70 | Produits de services, domaines et ventes diverses | 28 541 | 28 551 | 86 690 | 109 390 | 102 656 | 202 551 | 210 000 |
| 73 | Impôts et taxes | 2 345 756 | 2 319 325 | 2 451 559 | 2 499 165 | 2 291 971 | 2 569 443 | 2 600 000 |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 1 105 263 | 1 002 629 | 1 038 513 | 1 097 888 | 934 394 | 807 505 | 800 000 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 91 493 | 82 864 | 75 953 | 90 150 | 87 304 | 86 787 | 90 000 |
| 76 | Produits financiers | 7 | 6 | 5 | 3 | 5 | 5 | 5 |
| 77 | Produits exceptionnels | 10 730 | 6 161 | 13 359 | 19 632 | 68 945 | 41 199 | 25 000 |
| 042 | Opérations d'ordre /sections | 0 | 0 | 0 | 16 743 | 0 | 3 632 | 0 |
| Total | | 3 679 592 | 3 554 896 | 3 834 254 | 3 897 795 | 3 525 709 | 3 762 459 | 3 770 005 |

- Les recettes d'origine fiscale

Evolution des taux d'imposition directe

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taxe d'habitation | 19,97% | 19,97% | 19,97% | 19,97% | 12,05% | 15,05% | 15,05% |
| Taxe Foncière | 13,80% | 13,80% | 13,80% | 13,80% | 13,80% | 13,80% | 13,80% |
| Taxe Foncière non bâtie | 34,29% | 34,29% | 34,29% | 34,29% | 34,29% | 34,29% | 34,29% |
| CFE | 30,59% | 29,59% | 29,59% | 29,59% | 33,42% | 33,42% | 33,42% |

Pour Rappel

Au titre des mesures d'accompagnement de la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010, il avait été transféré à la commune la part départementale de la taxe d'habitation et la part des frais d'assiette et de recouvrement. A cette époque, et pour intégrer ces changements, le taux de taxe d'habitation de la commune avait été « rebasé » de la façon suivante :

- *Au taux communal (soit 12,05) s'ajoutait le taux départemental 2010 (soit 7,55) et l'application d'un coefficient de 1,034 pour tenir compte du transfert des frais d'assiette et de recouvrement.*

Ces deux derniers éléments (part départementale et part relative eux frais d'assiette et de recouvrement) seront transférés à la Communauté d'Agglomération de sorte que cette fraction de taux (soit 7,92) sera déduite du taux de taxe d'habitation de la commune.

Le taux de référence 2016 de la taxe d'habitation a été ramené à 12,05% et a servi de base au vote du taux de 2017.

Pour information, les taux d'imposition proposés en 2019 par la Communauté d'Agglomération LMV sont les suivants (identiques à ceux de 2018) :

Taux de CFE (ex TP) : 33,42%
Taux taxe d'habitation : 8,40%
Taux taxe foncière sur le bâti : 0,80%
Taux taxe foncière sur le non bâti : 2,13%

- L'attribution de compensation

La Communauté d'Agglomération LMV versera en 2019 une attribution de compensation évaluée à 605 896.00 €. Pour rappel, le montant de l'AC est la différence entre le coût net annualisé des charges transférées à LMV et la somme des produits fiscaux de la commune.

- Les autres recettes de fonctionnement

Les principales recettes de fonctionnement sont constituées des redevances des différents services publics (centre de loisirs, espace jeunes, restaurant scolaire, droits de place, vente des concessions cimetières), des redevances d'occupation du domaine public, des dotations de l'état, de la taxe

additionnelle aux droits de mutations, des attributions des compensation, des prestations liées au Contrat Enfance Jeunesse, du remboursement sur rémunérations du personnel dans le cadre des arrêts maladies, des revenus des immeubles du domaine privé de la commune, des produits de cession des immobilisations.

2.2-Evolution des dépenses de fonctionnement du budget principal

Etat récapitulatif des dépenses de fonctionnement par grandes masses

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|--------------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| O11 | Charges à caractère général | 806 323 | 784 243 | 791 334 | 844 712 | 911 743 | 932 627 | 930 000 |
| O12 | Charges de personnel et frais assimilés | 1 339 015 | 1 330 973 | 1 524 054 | 1 669 261 | 1 648 841 | 1 796 316 | 1 790 000 |
| O14 | Atténuations de produits | 447 090 | 468 865 | 467 476 | 494 866 | 475 198 | 478 176 | 480 000 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 420 645 | 442 407 | 472 907 | 476 785 | 245 054 | 243 966 | 250 000 |
| 66 | Charges financières | 34 881 | 21 967 | 14 722 | 17 765 | 17 357 | 28 206 | 45 000 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 2 099 | 31 057 | 3 091 | 5 106 | 1 170 | 1 110 | 2 000 |
| O22 | Dépenses imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| O42 | Amortissement | 62 981 | 59 547 | 72 519 | 100 205 | 104 210 | 131 790 | 141 000 |
| Total | | 3 113 034 | 3 139 059 | 3 346 103 | 3 608 700 | 3 403 573 | 3 612 191 | 3 638 000 |

2.2.1 Principales dépenses de fonctionnement

- Charges de personnel (chapitre 012)

La maîtrise de l'évolution des charges de personnel est le facteur clef de l'équilibre de la section de fonctionnement du budget.

Pour mémoire, Les dépenses de personnel sont chaque année impactées par le Glissement Vieillesse Technicité. A partir de 2015, ces dépenses ont particulièrement progressé sous l'effet de l'augmentation sensible du nombre d'agent ETP recruté en 2015 (service enfance jeunesse, services techniques, service entretien des bâtiments, service administratif).

Les dépenses de personnel de l'exercice 2017 ont été impactées par le transfert à la Communauté d'Agglomération LMV du personnel municipal affecté à l'Office de Tourisme et à la Médiathèque.

Les charges de personnel pour l'exercice 2018 ont été impactées par l'intégration du personnel du centre de loisirs (5 postes d'adjoint d'animation) dans le personnel municipal à la fin du contrat de prestations de services de l'UFCV, soit en septembre 2018.

Le ratio Dépenses de Personnel/ Dépenses Réelles de fonctionnement s'élève pour l'exercice 2018 à 51.60 %, la moyenne de notre strate de population étant de 54.60%.

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|----------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| O12 | Charges de personnel et frais assimilés | 1 339 015 | 1 330 973 | 1 524 054 | 1 669 261 | 1 648 841 | 1 796 316 | 1 790 000 |

- Charges à caractère général (chapitre 011)

En 2017, elles représentaient 911 743 €, et représentent en 2018 une dépense de 932 627€. Ces dépenses regroupent les achats courants, les fournitures scolaires, les prestations de service extérieurs, les intervenants des AMA, les cotisations d'assurance, les frais d'énergie, les contrats de maintenance, l'entretien des bâtiments et des voies et réseaux....

L'objectif est de contenir ce poste de dépenses tout en poursuivant l'intégration des dépenses obligatoires non intégrées jusqu'en 2015 dans le budget de fonctionnement : mission d'archivage réglementaire des archives municipales , contrat de maintenance de l'ensemble des aires de jeux de la commune, contrat d'entretien des installations techniques des bâtiments communaux, contrat de maintenance des installations d'éclairage public, contrat de maintenance de l'ensemble des poteaux incendie, Equipement de Protection Individuelle réglementaire pour l'ensemble des agents municipaux, programme de formation obligatoire de l'ensemble du personnel municipal (Formation PSC1, formation CACES, habilitations diverses du personnel des services techniques, formation sur l'hygiène alimentaire), travaux d'entretien de la forêt communale (mission de l'ONF).

Les charges à caractère général ont été impactées en 2018 par les actions suivantes :

- Fin du contrat de prestations de services avec l'UFCV (août 2018), le Centre de Loisirs étant un service municipal depuis le 1^{er} septembre 2018
- Fin des Ateliers Multi Activités en juin 2018 dans le cadre de la réorganisation de la semaine scolaire et le passage au 1^{er} septembre 2018 à la semaine de 4 jours
- Intégration des charges de fonctionnement du budget de la Caisse de l'école liée au fonctionnement du restaurant scolaire
- Création du service Culture-Vie Associative

L'exercice budgétaire 2019 se caractérisera par une stabilité des charges à caractère général.

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|------------|------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------|
| 011 | Charges à caractère général | 806 323 | 784 243 | 791 334 | 844 712 | 911 743 | 932 627 | 930 000 |

- Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre intègre entre autre les indemnités et cotisations des indemnités des élus et le versement des subventions aux différentes associations et contributions aux autres organismes (PNRL, SMAVD, Syndicat Mixte Forestier, Fondation du Patrimoine, programme SEDEL du PNRL) , y compris la subvention au budget du CCAS.

Pour mémoire en 2017, ce chapitre budgétaire a été diminué des crédits budgétaires suivants :

- *La contribution obligatoire versée au SDIS*
- *La subvention versée par la commune à l'association en charge de l'Office de tourisme*
- *La subvention versée par la commune à la structure associative « La Crèche La Marelle »*

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|----------|------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| 65 | Autres charges de gestion courante | 420 645 | 442 407 | 472 907 | 476 785 | 245 054 | 243 966 | 250 000 |

- Atténuation de produits (chapitre 014)

Ce chapitre intègre :

- Le dégrèvement de Taxe d'Habitation sur les logements vacants
- Le reversement au profit du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)
- Le Fonds de Péréquation des ressources intercommunales

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|----------|--------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| 014 | Atténuations de produits | 447 090 | 468 865 | 467 476 | 494 866 | 475 198 | 478 176 | 480 000 |

- Charges financières (chapitre 66)

Les charges d'intérêt d'emprunt et de ligne de trésorerie pour 2019 s'élève à 45 000€.

L'augmentation de ces crédits sur les exercices budgétaires 2018 et 2019 s'explique par le fait que la commune a contracté sur l'exercice budgétaire 2018 deux nouveaux emprunts :

- Prêt de 500 000€ sur 15 ans pour les travaux d'aménagement du Centre Ancien
- Prêt de 1 300 000€ sur 25 ans pour l'acquisition de la propriété Ravoire

| Chapitre | Description | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | DOB 2019 |
|----------|---------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| 66 | Charges financières | 34 881 | 21 967 | 14 722 | 17 765 | 17 357 | 28 206 | 45 000 |

2.2.2 Objectif : maintien du niveau d'autofinancement

L'objectif du maintien de l'autofinancement constitue l'enjeu essentiel compte tenu de la situation actuelle de baisse des dotations de l'état. Cet autofinancement nécessitera un effort collectif pour garantir un niveau nécessaire d'investissement.

Pour mémoire, les crédits prévisionnels pour le Chapitre 023 (Virement à la section d'investissement) inscrits au budget étaient les suivants :

- Budget primitif 2013 : 428 800€
- Budget primitif 2014 : 120 000€
- Budget primitif 2015 : 319 383€
- Budget primitif 2016 : 293 435.43€

- Budget primitif 2017 : 118 057€
- Budget primitif 2018 : 183 303€
- DOB 2019 prévisionnel : 200 000€

Les soldes intermédiaires de gestion sont les suivants sur la clôture des exercices:

| | 2017 | 2018 |
|----------------------|--------------|--------------|
| Epargne brute | 226 339,18 € | 278 425,92 € |
| Epargne nette | 160 108,43 € | 210 775,07 € |

3-BUDGET PRINCIPAL : INVESTISSEMENT

Le volume d'investissement du Budget Principal réalisé en 2018 est de 2 086 476.63 €, notamment lié à nos dépenses d'équipement pour un montant de 2 015 196.01€.

3.1- Endettement

| Date d'acquisition | Organisme prêteur | Objet du prêt | Montant du prêt | Date de fin | CRD au 31/12/2019 | Capital remboursé sur la période |
|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------|-------------|-----------------------|----------------------------------|
| 24/11/2006 | Crédit local de France | Jardin conservatoire | 1 000 000 € | 01/04/2027 | 309 000 | 52 000 |
| 25/01/2010 | Caisse Dépôts et Consignations | Construction CDL | 36 325 € | 01/09/2020 | 7 265 | 3 632,50 |
| 13/09/2011 | Caisse Dépôts et Consignations | Construction CDL | 17 777,50 € | 01/09/2021 | 5 333,25 | 1 777,75 |
| 19/07/2018 | Crédit Agricole | Travaux Centre Ancien | 500 000 € | 25/07/1905 | 462 487,16 | 30 066,33 |
| 11/09/2018 | Crédit Agricole | Propriété Ravoire | 1 300 000 € | 15/09/2043 | 1248318,74 | 41440,69 |
| Total | | | | | 2 032 404,15 € | 128 917,27 € |

Le ratio Dette/ Population s'élève pour l'exercice 2018 à 545€/ habitant, la moyenne de notre strate de population étant de 786€/habitant.

Le Ratio Dette/ Recettes Réelles de Fonctionnement = taux d'endettement s'élève à 55% , la moyenne de notre strate de population étant de 76% .

3.2- Programme général

3.2.1 Etat des restes à réaliser au 31-12-2018

| DEPENSES | | | |
|---------------------------|---|---------------|-----------------------|
| OPERATION | LIBELLE | COMPTE | MONTANT |
| 15 01 | Elaboration du PLU | 202 | 15 000,00 € |
| 107 | Acquisition de matériel technique | 21578 | 10 000,00 € |
| 108 | Acquisition de matériel roulant | 2182 | 20 000,00 € |
| 111 | Travaux divers bâtiments communaux | 2135 | 50 000,00 € |
| 115 | Réfection des voies communales | 2152 | 400 000,00 € |
| 16 02 | Travaux toiture Bâtiments communaux | 2135 | 30 000,00 € |
| 17 01 | Plan de Jalonnement | 2152 | 20 000,00 € |
| 103 | Restaurant scolaire | 2313 | 450 000,00 € |
| 15 03 | Aménagement des terrasses du château | 2312 | 900 000,00 € |
| 17 02 | Programme Espace Jeunes | 2313 | 5 000,00 € |
| 17 03 | Parc de loisirs- Aire de jeux | 2315 | 300 000,00 € |
| | | | 2 200 000,00 € |
| RECETTES | | | |
| OPERATION | LIBELLE | COMPTE | MONTANT |
| 100 | Ecole primaire et maternelle | 1323 | 7 488,45 € |
| 100 | Ecole primaire et maternelle | 1321 | 5 000,00 € |
| 103 | Restaurant scolaire | 1323 | 245 400,00 € |
| 103 | Restaurant scolaire | 1321 | 457 471,19 € |
| 103 | Restaurant scolaire | 1321 | 7 323,00 € |
| 107 | Acquisition de matériel technique | 1321 | 21 903,00 € |
| 108 | Acquisition de matériel roulant | 1321 | 40 981,00 € |
| 109 | Acquisition logiciel et matériel informatique | 1321 | 5 822,66 € |
| 118 | Travaux Eclairage Public | 1321 | 45 280,00 € |
| 15 01 | Elaboration du PLU | 1321 | 28 425,00 € |
| 15 01 | Elaboration du PLU | 1323 | 380,00 € |
| 15 02 | Aménagement du Centre Ancien | 1321 | 3 000,00 € |
| 15 02 | Aménagement du Centre Ancien | 1322 | 26 750,00 € |
| 15 03 | Amenagement des terrasses du château | 1322 | 73 784,00 € |
| 15 03 | Aménagement des terrasses du château | 1321 | 127 654,23 € |
| 15 03 | Aménagement des terrasses du château | 1323 | 10 000,00 € |
| 15 03 | Aménagement des terrasses du château | 13521 | 100 000,00 € |
| 16 01 | Agenda Accessibilité programmée Ad'Ap | 1321 | 140 000,00 € |
| 16 02 | Travaux toiture Bâtiments communaux | 1322 | 10 000,00 € |
| 17 03 | Parc de loisirs- Aire de jeux | 1322 | 120 000,00 € |
| | | 10222 | 193 994,00 € |
| | | | 1 670 656,53 € |
| Solde des RAR 2018 | | | -529 343,47 € |

3.2.2 Résultat de clôture de l'exercice 2018

| BUDGET PRINCIPAL | | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|
| LIBELLE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | ENSEMBLE | |
| | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent |
| Résultats reportés <i>Part affecté à l'investissement en 2018</i> | 96 923,26 € | 98 180,01 € | 51 168,71 € | | | |
| Opérations de l'exercice | 3 612 105,76 € | 3 762 454,72 € | 2 093 507,35 € | 2 317 450,39 € | | |
| Résultats de l'exercice | | 150 348,96 € | | 223 943,04 € | | 374 292,00 € |
| RESULTATS DE L'EXERCICE AVEC REPRISE DES RESULTATS | | 151 605,71 € | | 172 774,33 € | | 324 380,04 € |
| Restes à réaliser 2018 | | | 2 200 000,00 € | 1 670 656,53 € | 529 343,47 € | |
| RESULTATS DEFINITIFS AVEC RAR | | | | | 204 963,43 € | |

3.2.3 Recettes d'investissement en 2019

Les recettes d'investissement regroupent plusieurs éléments :

- **L'affectation du résultat** de l'exercice 2018 à la section d'investissement du budget primitif 2019 sera d'un montant de 151 605.71€
- **Le niveau des subventions d'investissement** est évalué à 1 476 662.53€ pour les Restes à réaliser 2018 et à environ 120 000€ pour des subventions attribuées ou en attente d'attribution sur ce début d'exercice 2019.

Ces subventions concernent les opérations d'investissement suivantes :

Aménagement du Centre Ancien (solde de la 3^{ème} tranche), Aménagement des terrasses du château (2^{ème} tranche), révision du PLU et schéma directeur de gestion des eaux pluviales, acquisition de matériel électrique de désherbage, travaux de réfection des toitures, subvention pour la rénovation des installations de l'éclairage public dans le cadre du programme TEPCV, programme de rénovation thermique des bâtiments communaux, installation d'une aire de jeux à l'école maternelle, programme de construction du nouveau Restaurant Scolaire, travaux pour l'Agenda d'Accessibilité Programmé, travaux d'aménagement du Parc de Loisirs

- **Le FCTVA** : le budget primitif 2019 verra l'inscription du FCTVA 2019 pour un montant de 203 000€ (dépenses d'investissement de l'exercice 2017)
- **L'enveloppe relative à la Taxe d'Aménagement**, non connue à ce jour

3.2.4 Dépenses d'investissement 2019

Les principaux programmes d'investissement pour le Budget Primitif 2019 seront les suivants :

- **Acquisition de matériel dans les écoles maternelles et primaires** : rénovation de la toiture de l'école maternelle, acquisition de matériel pédagogiques et de mobilier pour les deux établissements scolaires
- **Poursuite du Programme de rénovation de l'isolation thermique des bâtiments communaux**
- **Poursuite du programme de rénovation des toitures** : Dojo, école maternelle, bâtiments annexes au Foyer Rural

- **Programme de construction du nouveau Restaurant scolaire** : l'ordre de service de démarrage de chantier datant du 19 octobre 2018, l'exercice 2019 sera consacré à l'exécution du marché de travaux. Le programme de travaux, hors marché de maîtrise d'œuvre, est fixé à ce jour à un montant d'investissement de 1 547 350.00€ HT.
- **Programmation de la 4^{ème} tranche de rénovation des installations d'éclairage public** : le montant inscrit au budget primitif pour cette quatrième tranche sera de 50 000€
- **Programme des travaux de réhabilitation du Centre Ancien** : lancement du marché de travaux de la 4^{ème} tranche. Les travaux inscrits sur l'exercice budgétaire 2019 seront les travaux de la tranche ferme, travaux Rue de la Pompe et Rue Beysson
- **Programme de travaux de Réaménagement du Jardins du château** : la 2^{ème} tranche de travaux représente un investissement de 858 854.81€ TTC. Les travaux ont débuté en novembre 2018 et devraient être achevés à l'automne 2019.
- **Programme de travaux liés à l'Agenda d'Accessibilité Programmée**
- **Programme relatif à la vidéo protection**
- **Programme d'installation de la Fibre – 2nd plan de déploiement de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse**
- **Poursuite du programme de travaux de rénovation des voies communales et des chemins ruraux** avec une enveloppe budgétaire 2019 de 600 000€
- **Programme d'acquisition de nouveau matériel technique** : achat d'un nouveau tractopelle, achat d'un nouveau véhicule pour le service entretien des bâtiments
- **Programme d'aménagement du Parc de Loisirs** : le programme de travaux s'élève à un montant de 448 652.90€ HT. Les travaux ont débuté en début d'année 2019 et devraient s'achever en mai prochain.
- **Préparation du programme de l'Espace Jeunes** : le programme, est en cours d'élaboration afin de lancer la consultation pour le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre
- **Programme d'aménagement de l'ensemble du cimetière** : aménagement des allées, programme de travaux pour l'aménagement des extensions du cimetière. Un programme est en cours d'élaboration afin de lancer la consultation pour le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre au plus tôt.
- **Poursuite de la procédure d'élaboration du PLU** : arrêt et approbation du projet de PLU en 2019
- **Elaboration du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales**
- **Acquisition de la propriété Ravoire** : lancement de la consultation en 2019 pour une étude de faisabilité et de programmation